

Communiqué de presse

Les eaux de baignade se dégradent dans le nord-Finistère et à Douarnenez

Le CODERST du Finistère vient d'annoncer la fermeture administrative de la plage du Ris à Douarnenez. Deux plages de Guisseny (Croix et Barrachou) avaient subi le même sort en début 2018. Et en plus certains maires ferment volontairement leurs plages polluées pour éviter la fermeture administrative : c'est le cas de Tréompan en Ploudalmézeau, de Larret en Kerlouan, de Mazou en Porspoder.

Le Ministère de la Santé vient de publier sur son site (baignades.sante.gouv.fr) les résultats des classements 2018 des eaux de baignade sur les plages françaises. Alors que la qualité des eaux de baignade s'améliore globalement sur le littoral de Bretagne, l'association Eau et Rivières de Bretagne alerte sur des dégradations sur le littoral du Finistère et la présence de points noirs finistériens que l'on ne trouve pas ailleurs.

Il s'agit :

en plus des plages fermées toute l'année 2018 (Guisseny-Croix, Guisseny-Barrachou, Kerlouan-Lerret, Porspoder-Mazou, Ploudalmézeau-Tréompan) ;
- des plages ouvertes en 2018 mais classées en mauvaise qualité (Landunvez-Tremazan, Landunvez-Château, Douarnenez-Ris, Plouguerneau-Bassinig). A noter que Le Ris est fermée en ce début 2019 ;
- de plages dont la qualité se dégrade depuis 2 ans (Landunvez-Penfoul, Saint Pabu-Corn arGazel, Porspoder-Melon,...).

Il est paradoxal de noter que, outre la plage du Ris à Douarnenez, il existe une zone littorale particulièrement touchée par les pollutions bactériennes des eaux de baignades, il s'agit de la côte du Bas-léon au nord de Brest, entre Porspoder et Kerlouan.

Alors pourquoi particulièrement ces zones côtières ? Nous en voyons plusieurs raisons :

- ici certains maires sont moins sensibilisés qu'ailleurs à la préservation des eaux de baignade ;
- l'élevage est très concentré sur des petits bassins versants côtiers jusque tout près du littoral ;
- beaucoup de maires ruraux préfèrent chercher les raisons uniques de ces pollutions dans des assainissements collectifs ou non-collectifs pas aux normes, alors que toutes les analyses montrent que les bovins et les porcins sont autant responsables sinon plus ;
- pour certains maires du littoral, mettre la responsabilité de certaines pollutions bactériennes littorales sur des épandages de lisiers de porcs ou de bovins est encore un sujet tabou, alors qu'ils ont la responsabilité de la santé publique de leur population et des touristes de passage.

Et de plus, pour cacher la vérité, certains de ces maires abusent des fermetures préventives de leurs plages pour échapper aux contrôles qui risquent fort d'être mauvais après les grosses pluies qui entraînent des ruissellements de bactéries sur les sols agricoles.

Tout ceci est étayé par des exemples précis.

Eau et Rivières pense que, tant que ces maires ne prendront pas la mesure des pollutions de certains élevages porcins et bovins et tant que l'administration ne fera pas le nécessaire pour limiter ces épandages et ces transferts de bactéries vers les ruisseaux côtiers puis la mer, le problème restera entier et risque même de s'aggraver.

En outre Eau et Rivières constate un flou dans la réglementation gérée par l'Agence Régionale de la Santé (ARS) s'agissant les fermetures préventives des plages par les maires. En effet, pendant les fermetures, les bonnes analyses seraient comptabilisées et les mauvaises enlevées ? ERB

Siège social :

Eau & Rivières de Bretagne
Centre Régional d'Initiation à la Rivière
22810 Belle-Isle-en-Terre
Tel : 02 96 21 38 77

souhaiterait plus de rigueur et de fermeté de la part de l'ARS pour que notre littoral puisse reconquérir une qualité des eaux que les autres départements bretons ont réussi à retrouver.

Pour Eau et Rivières de Bretagne,
Jean-Yves Piriou, vice-président, tél 0650538654
Arnaud Clugery, directeur opérationnel, tél.
Laurent Le Berre, administrateur et président de l'APPCL, tél.
Jean Hascoët, trésorier et président de l'association Baie de Douarnenez, tél.
Jacqueline Rolland présidente AEPI